

NOTE

du	Secrétariat
au	Groupe de travail V "Compétences complémentaires"
Objet :	Note de synthèse de la réunion du 6 septembre 2002

Échange de vues avec Mme Gisela Stuart, présidente du Groupe de travail sur le rôle des parlements nationaux

Mme Stuart a résumé les travaux de son groupe de travail. Il comporte deux volets de réflexion:

- La question du contrôle que chaque parlement exerce sur son exécutif, qui ne concerne pas directement l'Union dont le rôle doit se limiter à rendre possible un tel contrôle .
- Leur rôle en matière de contrôle de subsidiarité au niveau européen, où la question centrale serait celle d'un mécanisme d'alerte précoce (early warning) dans lequel participeraient les parlements nationaux.

Mme Stuart a spécifié que son groupe n'a pas abordé les questions relatives à la COSAC et aux collectivités régionales à compétences législatives.

Au cours du débat avec Mme Stuart plusieurs questions ont été abordées et notamment:

- Certains ont mis en doute l'efficacité d'un éventuel mécanisme d'alerte précoce basé sur la proposition de la Commission, en tenant compte que très souvent c'est la prosécution de la procédure législative (et donc l'intervention du Conseil et du Parlement) qui est à l'origine des

excès de détail des normes communautaires. Par ailleurs, l'exemple du cas autrichien a été mentionné comme illustration des limites de cette méthode de contrôle précoce: il s'agit d'un système de consultation préalable généralisé des Länder qui se serait révélé insuffisant.

- Plusieurs orateurs ont insisté sur l'importance de renforcer la fonction primordiale des parlements nationaux: celle du contrôle de l'activité européenne de leurs exécutifs. Certains ont fait remarquer que l'envoi direct des propositions législatives par la Commission faciliterait l'exercice du contrôle.
- La problématique d'une éventuelle participation des régions à compétences législatives au contrôle de la subsidiarité a également été évoquée.
- Certains ont mis l'accent sur la complémentarité entre les sujets abordés par les deux groupes de travail puisqu'une délimitation plus claire des compétences doit s'accompagner d'un contrôle juridictionnel efficace.

Échange de vues avec M. Piris, directeur du Service juridique du Conseil, sur la question de l'acquis communautaire

La question de savoir si l'acquis communautaire devait continuer à être considéré "intouchable" ou s'il y a lieu de procéder à sa mise à jour ou modification avait été soulevée lors de la réunion du groupe le 17 juillet.

M. Piris a expliqué l'apparition et le développement historique du concept d'acquis communautaire pour conclure à la possibilité toujours ouverte de le modifier ou de le mettre à jour.

Au cours de l'échange de vues avec M. Piris, certains orateurs ont abordé la question des conséquences de la disparition d'une base juridique sur la législation y afférente, qui exigerait de prévoir les dispositions transitoires pertinentes.

La possibilité d'établir une hiérarchie entre deux parties distinctes des traités a aussi été évoquée.

Débat général

Le débat a suivi la logique du document présenté par le Président Christophersen, qui a la forme d'un questionnaire en vue de faciliter la rédaction des conclusions du groupe et de celui de M. Altmaier. Il faut rappeler que ce dernier document est basé sur l'idée, largement partagée au sein du groupe, de rédiger un nouveau chapitre du futur traité consacré aux compétences, illustrant les principes généraux et, le cas échéant, des prescriptions particulières concernant leur exercice par l'Union.

Au cours du débat :

- On a constaté le consensus sur l'idée de changer la dénomination des compétences "complémentaires", incompréhensible pour le public.
- Le besoin de maintenir une clause de flexibilité du système, inspirée par l'actuel article 308, est largement accepté.
- Il y a eu une large majorité en faveur de l'inscription au traité de la (désormais appelée) "clause Christophersen" qui constitue pour certains une alternative valable aux propositions d'inclure dans le traité une liste de compétences des États ou même de rédiger une charte de droits des États membres. Par contre, la discussion est restée ouverte en ce qui concerne les mentions spécifiques à inclure dans une telle clause. Pour la majorité des membres du groupe, elle doit rester la plus brève et générale possible, dans la ligne de l'actuel article 6 paragraphe 3 du TUE.
- Des avis différents ont persisté sur les possibilités pratiques ou les modalités d'associer un type d'intervention ou un certain degré d'intensité de l'action de l'Union à un type de compétences.
- Une majorité s'est dégagée en faveur du maintien des compétences fonctionnelles dans les traités, mais aussi de l'inscription dans le traité d'une clause dite "de concurrence" destinée à contrôler l'exercice de ce type de bases juridiques. La rédaction de cette clause devrait inclure les éléments déjà consacrés par la jurisprudence, et en particulier le concept de "centre de gravité".
- Les propositions d'aborder dans le groupe de travail l'ajout des nouvelles compétences complémentaires ont été refusées par plusieurs orateurs qui considéraient que cela dépasserait le mandat du groupe.

- Il a été rappelé que les questions relatives aux instruments d'action, et concrètement à la méthode de coordination ouverte, correspondraient plutôt au nouveau groupe sur la simplification des instruments et des procédures.

Conclusions opérationnelles

- M. Altmaier est chargé en collaboration avec M. Ponzano de proposer à la prochaine réunion du groupe un projet de "clause de concurrence".
- En vue de l'élaboration par le Président d'un projet de rapport, les membres peuvent envoyer leurs contributions au secrétariat pendant la semaine du 9 au 13 septembre.
- Le projet de rapport du Président sera envoyé aux membres la dernière semaine de septembre. Il sera examiné par le groupe lors de sa prochaine réunion du 7 octobre en vue de son adoption à la réunion du 30 octobre.